



## Objectifs de développement durable (ODD)

### **Objectif de ce document :**

- Informer l'EB-148 des activités menées dans le domaine des ODD/du financement du développement depuis l'EB-147 ; et
- Informer l'EB-148 de l'action proposée dans le domaine des ODD/du financement du développement pour 2016.

### **Voir également :**

- ✓ Programme d'action de l'ISP, chapitre 10 : Jouer notre rôle pour atteindre le développement durable ;
- ✓ Document de la réunion EB-147.

**Contexte :** L'un des principaux résultats de la Conférence Rio+20 fut l'accord signé par les États membres de l'ONU visant à lancer un processus destiné à élaborer un ensemble d'Objectifs de développement durable (ODD) dans le prolongement des Objectifs du millénaire pour le développement et en convergence avec l'Agenda 2030 pour le développement, qui comprend également le financement pour le développement et la lutte contre le changement climatique. Les ODD ont été adoptés à New York lors d'une séance spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU qui se tiendra du 25 au 27 septembre 2015, alors que les indicateurs continueront de faire l'objet de négociations jusqu'en 2016.

### **Débat :**

**ODD :** Outre les actions déjà évoquées, l'ISP a participé aux négociations intergouvernementales en mai et en juin 2015 et elle a organisé avec succès une série d'événements parallèles officiels aux Nations Unies le 18 mars, le 23 avril et le 20 mai 2015, auxquels ont largement participé des OSC mais aussi les principaux négociateurs de l'UE, du G77 et des représentants des coprésidents de la négociation, les organismes des Nations Unies et d'autres acteurs, appelant à l'exclusion des services publics essentiels de la promotion des PPP. Pendant les négociations de juillet, le projet final a été finalisé pour être adopté lors de l'Assemblée Générale des NU le 24 septembre 2015. L'ISP a participé à une série d'événements au cours du Sommet 2030 en septembre à 2015. En novembre 2015, des ateliers de formation régionaux ont été organisés par le DAES pour l'Amérique latine et les Caraïbes et la Région africaine, et des membres d'affiliés de l'ISP ont été proposés et sélectionnés à cette occasion.

Les objectifs généraux de l'ISP et du mouvement syndical dans le cadre de ce processus – plein-emploi productif, travail décent pour tous et protection sociale universelle, droit humain à l'eau et à l'assainissement, éducation de qualité gratuite et universelle, soins de santé pour tous, égalité entre les sexes, réduction des inégalités de revenus – sont pour la plupart pris en compte dans la déclaration, les ODD et les cibles. L'ISP se félicite en particulier des objectifs et des cibles suivants : assurer la protection sociale (1.3) ; garantir un enseignement de qualité (ODD 4) et privilégier toutes les cibles y afférentes ; parvenir à l'égalité des sexes (ODD 5), avec un intérêt particulier pour les cibles qui concernent la valorisation des soins et travaux domestiques non rémunérés par l'apport de services publics, d'infrastructures et de politiques de protection sociale (5.4), et les femmes dirigeantes (5.5) ; promouvoir le travail décent pour tous (ODD 8) et toutes les cibles qui y sont associées ; réduire les inégalités (ODD 10), en

favorisant la cible consacrée aux politiques budgétaires, salariales et de protection sociale (10.4) ; permettre un accès à la justice et à l'État de droit (ODD 16), en cherchant notamment à protéger les libertés fondamentales (16.10). L'ISP reste très critique à l'égard du système de soutien des ODD destiné à les mettre en œuvre et à suivre efficacement leur évolution. Tout au long des négociations concernant les ODD et FFD3, l'ISP était d'avis que ce programme pourrait finalement devenir un vecteur en faveur de la privatisation et du maintien du statu quo. Des critères inconditionnels sont nécessaires pour garantir que l'intervention du secteur privé est conforme à l'intérêt public, en particulier lorsque des ressources publiques sont utilisées pour soutenir le secteur privé.

**Financement du développement** : Le Programme d'action d'Addis-Abeba (PAAA) a été adopté lors de la Troisième Conférence internationale sur le financement du développement (FFD3) tenue du 13 au 16 juillet 2015. L'ISP a contribué à un dialogue conjoint ODD / financement du développement entre la société civile et les gouvernements, qui ont abordé les questions de la dette et de la réforme de la structure financière en avril 2015, et elle a formulé des observations dans le cadre de la préparation du projet de document final de la FFD3, tout au long de la période de négociation de six mois précédant l'événement. Plus de 600 organisations de la société civile et réseaux du monde entier ont pris part au processus de préparation et de conduite de la conférence. En amont du Sommet des Nations Unies sur le financement du développement, l'ISP a lancé conjointement une pétition signée par 150 organisations en vue d'exclure l'eau et l'assainissement, les soins de santé et l'éducation des discussions autour du financement privé, et du financement du secteur privé dans le contexte du financement du développement. <http://www.world-psi.org/fr/programme-de-developpement-pour-lapres-2015-signez-la-petition>

Une délégation de l'ISP emmenée par Rosa Pavanelli a participé à divers événements parallèles et tables rondes lors de la FFD3, et notamment le Forum des OSC tenu les 11 et 12 juillet en amont de la conférence. Organisé sur deux journées, le forum a donné lieu à une déclaration commune appelant à l'établissement d'une instance fiscale intergouvernementale au sein du système des Nations Unies et soulevant de graves préoccupations quant à l'appui inconditionnel dont bénéficient les partenariats public-privé (PPP). L'ISP a également pris part à l'événement parallèle de l'ICRICT sur les PPP – Mission impossible : le développement sans les services publics – de même qu'à un événement parallèle sur les PPP en coalition avec des partenaires de la société civile et à un autre événement de la *Tax Justice Coalition*.

Réaction de l'ISP au document final : <http://www.world-psi.org/fr/reaction-de-lisp-laccord-sur-le-programme-daction-daddis-abeba-sur-le-financement-du-developpement>.

Pour en savoir plus sur les activités de l'ISP au cours de la Troisième Conférence sur le financement du développement : <http://www.world-psi.org/fr/financement-du-developpement>

**Incidence budgétaire** : conforme au budget approuvé pour 2016.

**Étapes suivantes** : L'ISP poursuivra ses actions en coalition avec d'autres syndicats et organisations de la société civile, appelant à une approche centrée sur la personne et fondée sur les droits humains susceptible de déboucher réellement sur un programme porteur de transformation au sein du système des Nations Unies. La Division du développement durable(DDD) du DAES, aux côtés de l'UNDG , l'UNITAR et certaines équipes de pays des Nations Unies, a annoncé qu'ils allaient proposer une formation dans un maximum de neuf pays (Belize, Colombie, Costa Rica, Éthiopie, Honduras, Jordanie , Togo, Ouganda et Vietnam) au cours des prochains mois afin d'aborder la question de la transition vers l'Agenda 2030 dans le cadre d'un projet intitulé « *Strengthening the Capacity of Select Developing Countries to*

*Mainstream Sustainable Development into National Development Strategies* » (Renforcer la capacité de certains pays en développement à intégrer le développement durable dans les stratégies nationales de développement). Ces activités ont déjà été lancées en Jordanie et au Togo, où des affiliés de l'ISP ont été invités à se joindre à l'exercice. En outre, des ateliers sont programmés en avril 2016 au Maroc et au Belize.

En 2016, l'ISP devra veiller à ce que le processus d'examen, au niveau national, soit réellement participatif et intègre les instruments permettant d'amener les entreprises à rendre des comptes à tous les niveaux, y compris en respectant les normes internationales du travail et les normes environnementales. L'ISP entend participer au Forum de l'ECOSOC sur le financement du développement (18-20 avril), au Débat thématique de haut niveau sur la réalisation de la mise en place des Objectifs de développement durable (ODD) du Président de l'Assemblée Générale des NU (21 avril), ainsi qu'au Forum politique de haut niveau sur le développement durable de l'ECOSOC (11-15 juillet 2016) et au Segment de haut niveau de l'ECOSOC : « La mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015 : passer des engagements aux résultats » (18-22 juillet 2016). L'ISP préparera courant 2016 une boîte à outils à l'intention des affiliés qui leur permettra d'interagir avec leurs gouvernements dans le contexte de l'Agenda 2030.

**Il est recommandé à l'EB-148 de :**

- 1. APPROUVER les mesures prises par l'ISP ;**
- 2. APPUYER le budget proposé.**

**OUI / NON**  
**OUI / NON**

**Documents connexes :**

- Page web de l'ISP sur l'Agenda 2030: <http://www.world-psi.org/fr/issue/programme-de-developpement-pour-lapres-2015>
- Page web des Nations unies sur l'Agenda 2030: <https://sustainabledevelopment.un.org/post2015/transformingourworld>
- Read the outcome document of FFD3: [http://www.un.org/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/CONF.227/L.1](http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/CONF.227/L.1)
- Trade Union reaction to the Addis Ababa Action Agenda (AAAA) on Financing for Development: [http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/trade\\_unions\\_reaction\\_to\\_ffd3\\_action\\_agenda\\_final.pdf](http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/trade_unions_reaction_to_ffd3_action_agenda_final.pdf)
- CSO response to the Addis Ababa Action Agenda (AAAA) on Financing for Development: <https://csoforffd.files.wordpress.com/2015/07/cso-response-to-ffd-addis-ababa-action-agenda-16-july-2015.pdf>
- Stop the Bleeding, Campaign to End Illicit Financial Flows from Africa – please [sign the petition](#)
- Lima Declaration on Tax Justice and Human Rights – organizations - [please sign on](#)